

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE DU LUNDI 16 JANVIER 2023

Le seize janvier deux mille vingt trois, à dix-huit heures trente, les représentants de l'Agglomération du Choletais, légalement convoqués le dix janvier deux mille vingt trois, se sont réunis à l'Hôtel d'Agglomération – Salle du Conseil à Cholet.

Etaient présents :

Gilles BOURDOULEIX : Président.

Michel VIAULT, Alain PICARD, Jacqueline DELAUNAY, Isabelle LEROY, Guy SOURISSEAU, Sylvie ROCHAIS, Jean-Paul BREGEON, Jean-Paul OLIVARES, Frédéric PAVAGEAU, Pierre-Marie CAILLEAU, Patrick PELLOQUET, Médéric THOMAS, Xavier TESTARD, Pascal BERTRAND : Vice-Présidents.

Florence DABIN, Olivier VITRÉ, Florence JAUNEAULT, Sylvain SENECAILLE, Sylvie BARBAULT, Guy BARRÉ, Josette GUITTON, Dominique LANDREAU, Annick JEANNETEAU, Dominique HERVÉ, Natacha POUPET-BOURDOULEIX, Dominique SECHET, Laurence TEXEREAU, Christophe PIET, Olivier BAGUENARD, Gérard PETIT, Patrice BRAULT, Philippe BERNARD, Florent BARRÉ, Sébastien CRÉTIN, Olivier RIO, Serge LEFEVRE, Louis-Marie GUETTÉ : Conseillers Délégués.

Charline ABELLARD-COLINEAU, Philippe ALGOET, Jean-François BAZIN, Vanessa BERNIER, Murielle COURTAY, Guy DAILLEUX, François DEBREUIL, Ingrid FERCHAUD, Astrid FRAPPIER, Elisabeth HAQUET, Kai-Ulrich HARTWICH, Patricia HERVOUET, Marie-Noëlle JOBARD, Marie-Françoise JUHEL, Laurent JUTARD, Franck LOISEAU, Evelyne PINEAU, Patricia RIGAUDEAU : Conseillers.

Absents excusés :

Cédric VAN VOOREN : Vice-Président.

Ammar HADJI (Ayant donné procuration à Michel VIAULT) : Conseiller délégué.

Franck CHARRUAU, Antoine RAMEH (Ayant donné procuration à Isabelle LEROY), Sylvie TOLASSY : Conseillers.

Monsieur Michel VIAULT est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Votants : 58, Pour : 56, Contre : 0, Abstention : 2, Ne participe(nt) pas au vote : 0.

CONSEIL DE COMMUNAUTE

SEANCE DU 16 JANVIER 2023

AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE SOCIETE PUBLIQUE LOCALE UNITRI -
AVIS AU TITRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté interpréfectoral du 15 décembre 2022, Madame la Préfète des Deux-Sèvres et Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire ont prescrit une enquête publique du 9 janvier au 8 février 2023 inclus, sur le territoire des communes de La Tessoualle (49) et Mauléon (79), suite à la demande présentée par la Société Publique Locale (SPL) UniTri en vue d'obtenir l'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri des déchets recyclables issus de la collecte sélective.

En application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, le Conseil de Communauté a été saisi par la Préfète des Deux-Sèvres afin d'émettre un avis sur la demande d'autorisation.

Le centre de tri sera implanté dans la zone d'activités de la Croisée à Loublande, (commune associée de Mauléon) et La Tessoualle (parcelle 155ZO n°5 - Mauléon ; parcelle AW n°269 – La Tessoualle), à proximité immédiate de la RN 249, à 10 km au sud de Cholet.

Il desservira plus d'un million d'habitants répartis sur le territoire de treize collectivités des Deux-Sèvres, de Maine-et-Loire, de Loire-Atlantique, de la Vienne et de la Vendée, à l'horizon 2025.

Ce nouvel équipement de tri, implanté sur un terrain de 3,5 ha, doit remplacer cinq centres existants mais vétustes dont trois sont déjà fermés. Sa création est indispensable pour conserver la capacité de traitement du territoire.

Il va permettre d'augmenter les tonnages valorisés grâce à un process de tri automatisé plus moderne, tout en s'adaptant aux schémas de collecte choisis par chaque collectivité.

Le projet concerne la Conception-Construction-Exploitation-Maintenance d'un centre de tri d'une capacité maximale de 48 000 t/an de déchets issus de collecte sélective dont :

- 25 000 t/an d'emballages,
- 23 000 t/an de multi-matériaux (emballages et papiers en mélange).

Le futur centre de tri permettra également de diminuer l'impact environnemental du transport des déchets par la mutualisation du transport entre plusieurs collectivités. Le projet participe aux objectifs de valorisation matière des déchets fixés par les Plans Régionaux de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD) des Pays de la Loire et de la Nouvelle Aquitaine.

Du fait des activités projetées, le centre de tri relève de la nomenclature des Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Compte tenu de sa localisation, le projet entre aussi dans le champ des IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités), sous le régime d'autorisation.

En application de l'article R. 181-13 du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale implique une étude d'impact.

La demande d'autorisation déposée par la SPL UniTri comporte notamment une

présentation administrative et technique du projet, ainsi qu'une étude sur les impacts environnementaux et une étude sur les dangers pouvant être générés par l'installation.

Il est à noter que les activités du site ne présentent pas de " risque majeur " au sens réglementaire du terme.

Au regard de tous les moyens de prévention et de protection mis en œuvre, il a été montré l'absence de risque d'effets dominos à l'intérieur et à l'extérieur des limites du site. La construction et l'exploitation du site est prévue de manière à respecter les normes environnementales et limiter les impacts environnementaux.

Le respect de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables aux activités et les nombreuses mesures prises pour éviter, réduire et compenser les effets potentiels du site, mais aussi pour accompagner sa réalisation, permettent de définir des impacts sur l'environnement naturel et humain nuls à modérés.

Au regard des dispositions susmentionnées, il est proposé au Conseil de Communauté d'émettre un avis favorable à la demande de la SPL UniTri visant à obtenir l'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri des déchets recyclables issus de la collecte sélective.

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-1,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 512-1 et suivants, R. 181-13 et R. 181-38,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 15 décembre 2022 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale de la SPL UniTri, concernant un projet de centre de tri de déchets issus de la collecte sélective,

Vu le courrier de saisine de la Préfète des Deux-Sèvres en date du 22 décembre 2022,

Considérant que la demande présentée par la SPL UniTri visant à obtenir l'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri des déchets recyclables issus de la collecte sélective répond à l'ensemble des paramètres du dossier d'étude d'impact et respecte la législation en vigueur,

Vu l'avis favorable de la commission " Aménagement de l'Espace " en date du 4 janvier 2023,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages valablement exprimés,

DECIDE

Article unique : de donner un avis favorable à la demande de la Société Publique Locale (SPL) UniTri visant à obtenir l'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri des déchets recyclables issus de la collecte sélective, compte tenu du respect de la législation en vigueur et des différents paramètres environnementaux et sécuritaires définis dans le dossier d'étude d'impact, issus de l'enquête publique ouverte par l'arrêté interpréfectoral du 15 décembre 2022.

Extrait de la présente délibération
affiché le 23/01/2023 à l'Hôtel
d'Agglomération, en exécution des
dispositions des articles L. 5211-1
L. 2121-25 et R. 2121-11 du code
général des collectivités
territoriales

Pour extrait conforme,


Signé électroniquement par : Michel VIAULT
Date de signature : 17/01/2023
Qualité : Premier Vice Président

Michel VIAULT
Premier Vice Président

Transmis à la
Sous-Préfecture de Cholet
Le 17 janvier 2023
Agglomération du Choletais

